

Brochure n° 3078

**Conventions collectives nationales**

**CABINETS D'AVOCATS**

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

---

AVENANT N° 106 DU 2 MARS 2012  
RELATIF AU RÉGIME DE RETRAITE CREPA ET OCIRP

NOR : ASET1250605M

IDCC : 1000

PRÉAMBULE

Vu les avenants n°s 35, 36, 71, 85 et 87 à la convention collective nationale de travail étendue réglant les rapports entre les avocats et leur personnel conclue le 20 février 1979 ;

Vu la délibération de la commission mixte paritaire en date du 24 octobre 2008 désignant la CREPA et l'OCIRP comme organismes assureurs du régime de prévoyance,

Les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés des cabinets d'avocats, ont souhaité réaffirmer le caractère fondamental de la solidarité entre les entreprises et les salariés de la profession et l'importance de la mutualisation des risques au niveau professionnel qui permettent notamment :

- de pallier les difficultés rencontrées par certaines entreprises de la profession, généralement de petite taille, lors de la mise en place d'une protection sociale complémentaire ;
- l'accès aux garanties collectives, sans sélection, notamment, de critère d'âge ou d'état de santé ;
- aux salariés et retraités de bénéficier de l'action sociale des organismes assureurs désignés.

Pour cela, les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés des cabinets d'avocats ont décidé de compléter les avenants n°s 35, 36, 71, 85 et 87 à la convention collective nationale de travail étendue réglant les rapports entre les avocats et leur personnel conclue le 20 février 1979 (ci-après dénommée « la convention collective nationale de branche ») par le présent avenant.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Taux de cotisation*

**Retraite professionnelle et supplémentaire**

La CREPA a présenté à la commission mixte paritaire les comptes au 31 décembre 2010 du régime de retraite professionnelle et supplémentaire, objet de l'avenant n° 87 du 22 juin 2007 et étendu par arrêté le 23 novembre 2007.

Les comptes ont démontré que le plan de provisionnement prévu à cet avenant était respecté.

## Régime de prévoyance et rente OCIRP

Les comptes du régime de prévoyance et de la rente OCIRP étant équilibrés, il n'y a pas lieu de modifier les taux de cotisations actuels qui sont les suivants :

### *Personnel non cadre*

(En pourcentage.)

	PART PATRONALE		PART SALARIALE		TAUX GLOBAL	
	T1	T2	T1	T2	T1	T2
Prévoyance (*)	1,18	1,18	0,68	0,68	1,86	1,86
Rente OCIRP	0,05	0,05	0,05	0,05	0,10	0,10
Total	1,23	1,23	0,73	0,73	1,96	1,96

(\*) Taux d'appel de 112,19 % inclus.

### *Personnel cadre et assimilé*

(En pourcentage.)

	PART PATRONALE		PART SALARIALE		TAUX GLOBAL	
	T1	T2	T1	T2	T1	T2
Prévoyance (*)	1,85	1,07	0,68	0,68	2,53	1,75
Rente OCIRP	0,05	0,05	0,05	0,05	0,10	0,10
Total	1,90	1,12	0,73	0,73	2,63	1,85

(\*) Taux d'appel de 112,19 % inclus.

Les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés des cabinets d'avocats décident que le taux de cotisation au régime de prévoyance pourra diminuer en fonction des résultats techniques et financiers du régime, ainsi que des études prospectives disponibles, sur décision de la CREPA. Les éventuelles augmentations de cotisations seront nécessairement négociées par la commission mixte paritaire de la branche professionnelle.

Les parties signataires conviennent d'examiner dans les 6 mois les dispositions du régime conventionnel.

## Article 2

### *Communication et information*

Conformément aux dispositions de l'article L. 932-6 du code de la sécurité sociale, l'organisme assureur désigné remet à chaque entreprise adhérente une notice d'information qui définit les garanties, leurs modalités d'entrée en vigueur, les formalités à accomplir en cas de réalisation du risque, les cas de nullité, de déchéance, d'exclusion ou de limitation de garantie ainsi que les délais de prescription.

Les entreprises adhérentes sont tenues de remettre un exemplaire de cette notice à chaque salarié.

## Article 3

### *Désignation de l'organisme assureur*

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale et au regard des objectifs visés en préambule :

- l'institution de prévoyance CREPA, institution de prévoyance agréée régie par le code de la sécurité sociale dont le siège social est situé 80, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, est désignée, en

qualité d'organisme assureur de l'ensemble des garanties des régimes obligatoires de prévoyance et de retraite ;

- l'organisme commun des institutions de rente et de prévoyance OCIRP, régi par le code de la sécurité sociale dont le siège est situé au 10, rue Cambacérès, 75008 Paris, est désigné en tant qu'organisme assureur pour la garantie de rente éducation ou la garantie rente de conjoint survivant.

Les parties au présent avenant réexamineront, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans, les modalités d'organisation de la mutualisation des risques. A cette occasion, les organismes assureurs désignés présenteront aux partenaires sociaux un rapport détaillé sur la situation des régimes établie avec le concours d'un actuaire.

Pour ce faire, les parties au présent avenant se réuniront au plus tard 6 mois avant l'expiration de ce délai de 5 ans. La décision fait l'objet d'une délibération de la commission mixte paritaire.

#### **Article 4**

##### *Date d'effet*

Le présent avenant prend effet à compter du lendemain de son dépôt dans les conditions légales.

Les parties donnent délégation à la CREPA pour procéder, en leur nom, aux opérations de dépôt auprès des services du ministre chargé du travail et du greffe du conseil de prud'hommes.

Fait à Paris, le 2 mars 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

CNAE ;  
CNADA ;  
FNUJA ;  
ABFP ;  
SAFE.

#### **Syndicats de salariés :**

CFDT judiciaires ;  
FEC FO ;  
CGT conseil ;  
SPAAC CFE-CGC ;  
SNECPJJ CFTC.